



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Intervention-sur-le-Debat-d>

Intervention sur le Débat d'Orientation Budgétaire 2010

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -

Date de mise en ligne : mardi 2 février 2010

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Madame le Maire, chers collègues,

Les années passent et se ressemblent. Depuis la réforme de la Taxe Professionnelle en 2001-2002, les moyens des communes sont amputés systématiquement un peu plus chaque année, surtout ceux des communes populaires.

Tout comme les moyens de vivre des familles se détériorent, encore aggravés par une crise financière qui n'en finit pas pour les français alors que d'ores et déjà c'est le retour aux profits les plus scandaleux dans les hautes sphères de la banque, du grand capital et des nantis déjà tellement nantis.

On n'arrête pas de recevoir des gifles cinglantes de ces donneurs de leçon de gestion du budget familial ou du budget municipal. C'est sans aucune vergogne que les grands groupes industriels annoncent leurs super bénéfices, que les banques recommencent à faire des ponts d'or à leurs traders, que les super patrons se goinfrent sur les entreprises d'intérêt national et que les ministres tirent le tapis rouge pour leurs groupes industriels favoris.

Tout ça sur le dos des salariés licenciés, du racket des accidentés du travail, de l'explosion de la grande pauvreté, de la précarité sociale généralisée, et sur les contributions fiscales des français, des salariés, des sans travail, des retraités !

La réalité, c'est que la récession économique n'épargne pas les gens d'en bas, qu'elle leur fait payer l'opulence de cette France d'en haut qui continue à se goberger sous leurs yeux, en toute impunité, avec le mépris de cette caste dirigeante, dans ces nouvelles féodalités financières que servent Sarkozy et consorts en préparant le démantèlement du socle républicain et révolutionnaire de notre pays à travers la succession à marche forcée de réformes depuis 2007.

Nous l'avons dénoncé lors de nos interventions à propos de la Réforme des Collectivités Locales.

En asphyxiant les communes, le gouvernement SARKOZY - FILLON s'attaque directement aux familles, aux enfants, aux personnes âgées. C'est vraiment leurs conditions de vie qui sont menacées.

Moins de moyens communaux ce serait obliger Vénissieux à trancher dans le service que la municipalité rend aux vénissiens, au delà de ses obligations réglementaires :

Par exemple ce serait abandonner l'accès à l'école maternelle dès deux ans, une socialisation précoce de l'enfant et un soutien pour les parents, pour les familles monoparentales par exemple. Ou bien ce serait privatiser les cantines scolaires qui font l'objet d'une demande explosive et se séparer des personnels communaux. Ou encore ce serait supprimer les repas et colis de fin d'année pour les personnes âgées ou alors ce serait ne plus avoir une ATSEM par classe de maternelle. Ca touche toute la population et tout ce qu'on attend de notre ville.

Il faut parler concret, c'est cela que veulent dire le ministre des finances, le premier ministre en exigeant des communes un effort d'économies de 10% sur 3 ans.

Mais ça c'est pas leur problème !

Au contraire, plus les familles devront aller chercher dans le privé la réponse à leurs besoins, mieux les profiteurs s'en trouveront gagnants.

Il paraît que cela créerait de l'emploi, oui mais après en avoir détruit combien dans le secteur public, combien d'agents sur la touche comme le fait le ministre de l'Education Nationale avec les profs, et combien d'emplois corvéables à merci, et à la charge de qui ? des familles qui n'en peuvent déjà plus ? ou alors réservé à des classes mieux loties ?, dans une vie, dans une ville, dans une Agglo à trente six vitesses !!

L'aide sociale, la solidarité communale, les secours aux plus démunis ou au plus fragiles ont augmenté de plus de 20% en 2009. Faudrait-t-il encore culpabiliser ou bien répartir les aides sociales entre les familles les plus modestes et celles qui sont dans la plus grande pauvreté où les a jetées cette politique du mépris humain, de l'argent à tout crin, cette politique de classe que mènent sans sourciller SARKOZY, le MEDEF et leurs acolytes, ou faire comme le gouvernement, instaurer des quotas ???

Imaginons les conséquences si la ville supprime les aides à la pierre pour le locatif social.

Les besoins explosent là aussi dans le logement locatif social. Près de 5000 dossiers sont déposés en 2008, plus de 50.000 dans l'Agglo lyonnaise et l'offre ne suit pas, à peine 1000 dans l'année à Vénissieux dont, au plus, 200 en neuf.

Les exemples sont tellement nombreux dans lesquelles cette politique néfaste peut s'exercer si nous ne relevons pas la tête, si nous n'entrons pas en résistance, si nous n'appelons pas les populations de nos quartiers à faire savoir leur refus de ces conditions de vie que ce gouvernement et ce président nous préparent. Ca touche les habitants de notre commune, les agents communaux, les entreprises qui bénéficient des investissements publics des communes qui sont, trois fois plus que ne l'est l'Etat, les véritables pourvoyeurs de la commande publique et qui font ainsi tourner l'économie locale et le pays.

Notre camarade et collègue Evelyne Ebersviller a bien démontré combien les communes pallient les carences de l'Etat et comment les autres collectivités territoriales, le département, la Région, le Grand Lyon sont conduits à répercuter sur l'ultime étage communal les conditions budgétaires désastreuses qu'impose ce gouvernement aux Français.

Je ne vais pas revenir dessus.

Dans la situation actuelle, madame le maire, l'équipe municipale, sa majorité agissent pour tenir sans faillir les objectifs et les services publics que nous connaissons, de poursuivre nos projets d'équipements neufs, nécessaires pour le plus grand nombre.

En 2009, la majorité municipale a décidé de ne pas augmenter les taux de l'imposition locale pour ne pas ajouter de la crise à la crise, alors que d'autres communes, de droite et de gauche, augmentaient leurs taux de 4, 5 ou 6% et cela pour la durée de la mandature. Certains qui ont la mémoire courte sont tentés de nous faire la leçon politique.

Pourtant la situation d'étranglement financier s'est encore dégradée pour toutes les communes, les besoins restent grandissants, l'effet de ciseaux entre dépenses qui croissent et recettes qui diminuent et le déficit qui en résulte marqueront probablement les budgets de Vénissieux dans les prochaines années. Certaines communes y sont déjà confrontées.

Le groupe des élus communistes et apparentés a conscience que le choix du maintien du service public communal a pour conséquence en 2010 une augmentation des taux des taxes locales. C'est pourquoi il demande que celle-ci soit la plus faible possible et limitée au plus juste, à la valeur de l'inflation et même à 1% maxi pour l'année 2010.

Il appelle les élus, les forces politiques, syndicales, associatives à exiger ensemble que la Taxe Carbone soit repoussée dans sa rédaction connue, qu'elle ne vienne pas impacter les familles modestes par le truchement des loyers sociaux et ne pèsent pas sur les dépenses communales.

Il appelle à une large mobilisation pour la défense de l'autonomie communale, pour une vraie réforme de la fiscalité locale assurant la justice sociale et les moyens des communes.

Comme en 2005, exigeons un référendum national et le dernier mot au peuple français.